



Sur le pont

«Sur le Pont» est adressé par mail le lundi.

13 octobre 2014

Un scrutin important pour toute la CGT

Le 4 décembre 2014, tous les agents titulaires et non titulaires de l'État, des collectivités territoriales et de la Fonction publique hospitalière, ainsi que les fonctionnaires de la Poste et de France-Telecom, sont appelés à participer aux premières élections générales de la Fonction publique.

Ce scrutin permettra d'élire, pour quatre ans, les représentants des personnels dans les différentes instances représentatives du personnel (CAP – CTP).

C'est à partir du résultat de cette élection que sera déterminée la représentativité des syndicats qui pourront ensuite participer à toutes les négociations nous concernant.

Depuis le 1er janvier 2014, seuls les accords signés par des syndicats totalisant plus de 50 % des suffrages aux élections des comités techniques sont en effet déclarés valides.

Ces élections vont donc jouer un rôle majeur pour défendre et développer les missions de service public, améliorer et faire valoir les droits des agents de la Fonction Publique.

L'expression du refus des politiques de rigueur

Prolongement de l'action collective, ce vote sera déterminant pour faire vivre la démocratie sociale et sera regardé à la loupe par tous les observateurs « *qui nous veulent que du bien !* ».

Dans le climat social et politique qui est le nôtre, incontestablement, le résultat de ces élections sera un marqueur considérable.

Permettre aux salariés des fonctions publiques de voter pour la CGT, c'est favoriser l'expression du refus des politiques de rigueur, c'est renforcer la place du service public, notre bien commun à tous.

Dans une période de risque de replis, où la question de la solidarité et du vivre ensemble est contestée par les forces politiques les plus rétrogrades, porter l'idée que le service public est contributif d'élévation sociale et démocratique est un défi que la CGT relève !



Quels moyens pour quels services publics ?

Les 30 milliards d'euros de restrictions budgétaires annoncés par le gouvernement sont alarmantes à plus d'un titre :

- pour les agents du service public, qui voient leurs moyens et missions encore une fois réduits, leurs conditions de travail dégradées ;
- pour les populations, et en particulier les plus fragiles, qui peuvent légitimement s'inquiéter d'une nouvelle vague de suppression de missions de proximité dans les territoires, liée à la réforme annoncée des collectivités territoriales ;
- pour l'économie du pays, car la présence renforcée de services publics, sur tout le territoire national, est une garantie essentielle du développement économique et social.

Pour la CGT, ce n'est pas du côté du service public qu'il faut chercher des économies pour redresser le pays, mais du côté du capital financier et des dividendes versés aux actionnaires.

La CGT propose notamment une véritable réforme fiscale, un pôle financier public, une autre politique monétaire et du crédit, et affirme que le financement de l'action publique, dans ses dimensions territoriales, nationales et européennes, est possible.

Ces propositions se situent clairement à l'opposé des politiques d'austérité décidées par les gouvernements au sein de l'Union européenne et du « Pacte de responsabilité » que le gouvernement français entend nous imposer pour privilégier les intérêts des actionnaires et du patronat dont le seul objectif est de réduire le « coût du travail » et nos droits pour accroître leurs profits.

Quelles sont nos axes prioritaires ?

Nous sommes aujourd'hui la première force syndicale au niveau du Conseil commun de la fonction publique avec 25,4 % d'audience.

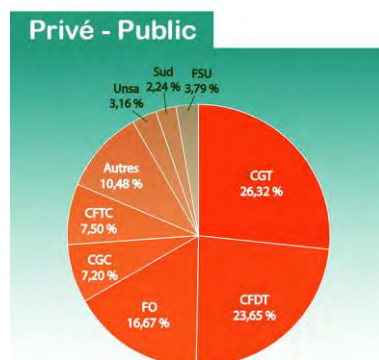
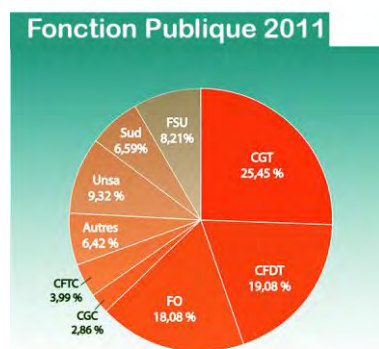
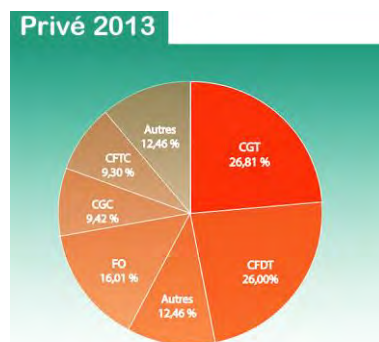
Notre enjeu prioritaire est de présenter partout des listes de candidat-e-s CGT pour permettre aux électeurs-trices de pouvoir donner leur voix à la CGT et ainsi renforcer notre première place.

Sur ce point, ce n'est pas gagné puisque, comme nous l'explique un peu plus loin Emmanuel Wietzel d'Educ'Action, nous ne sommes pas parvenu à trouver des candidats dans les écoles du Vaucluse.

Pour rappel : **la représentativité syndicale se mesure sur l'ensemble du salariat, même si la loi distingue deux représentativités : le privé et le public.**

Nous devons donc être dans une conception solidaire, en s'appuyant sur nos organisations territoriales, car **la faiblesse et les forces des uns déterminent l'influence de tous !**

L'audience des Organisations syndicales



Et la CGT dans tout ça ?

Notre ambition est grande. Faire de ces élections l'affaire de toute la CGT, dans les territoires comme dans les professions. Dans le public comme dans le privé, nous avons des ancrages historiques qu'ils convient de conforter, mais aussi des professions, voire des ministères, ou notre influence est plus « limitée ».

Hors, si nous revendiquons d'être l'organisation syndicale **de tous les salariés**, nous devons nous déployer en direction des salariés qui connaissent peu ou pas la CGT pour la faire connaître, accroître notre syndicalisation, et ainsi mettre à disposition des salariés « l'outil » CGT pour porter leurs revendications. C'est particulièrement le cas dans l'éducation nationale.

Rappelons quelques données importantes. D'abord c'est à l'issue de ce scrutin massif dans les trois pans de la fonction publique que sera évaluée la représentativité de la Cgt. Ces mesures d'audience seront en effet agrégées aux résultats des élections prud'homales et TPE donnant ainsi une image de ce que pèse notre organisation, non plus en terme d'adhérents, mais en terme de salariés qui lui font confiance et lui accordent leur crédit pour porter leurs revendications et défendre leurs droits. Elles participeront aussi à la détermination de la représentativité dans les conseils économiques sociaux et environnementaux régionaux.

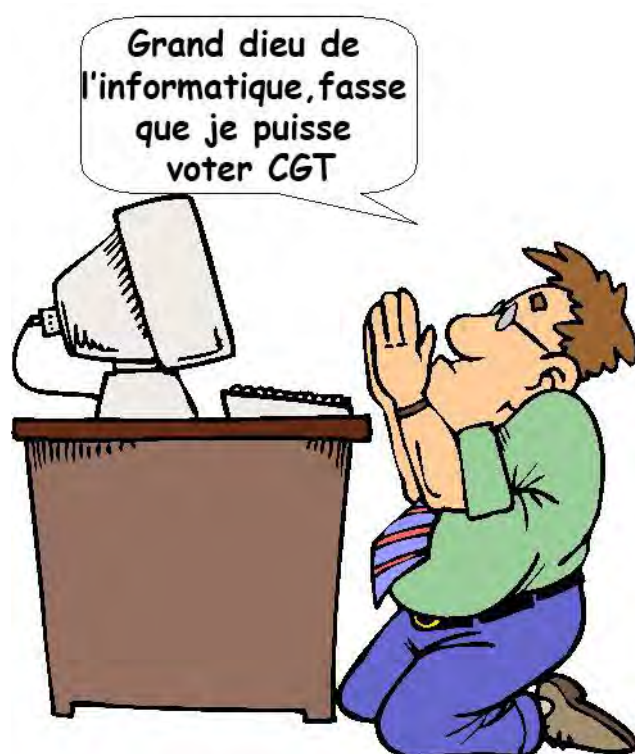
Deuxième point: sur les trois pans de la fonction publique, l'Education nationale représente 51% des effectifs avec plus de 800 000 agents. Cette élection va également décider de l'attribution des sièges au Conseil Supérieur de la Fonction Publique: lieu stratégique s'il en est puisque s'y discutent notamment les plans de titularisations, les grilles de rémunérations. Salaires et résorption de la précarité: deux fronts sur lesquels la Cgt n'a jamais rendu les armes.

Quand les conditions sont créées pour affaiblir la portée du vote

La Cgt et sa fédération de l'éducation de la recherche et de la culture (FERC) l'avaient déjà dénoncé lors du scrutin de 2011 quand de nombreux salariés n'avaient pas pu exprimer leur voix parce que la mise en place du vote électronique avait été mal préparée. Le parcours électronique à réaliser pour pouvoir voter en avait découragé plus d'un et le taux de participation, jadis très élevé (supérieur à 80%) était tombé à moins 55%. **A l'époque la Cgt avait qualifié ce choix de véritable déni de démocratie !**

Pour l'avenir de la démocratie sociale de notre pays, malgré l'enjeu que représente le vote, la participation ne sera très vraisemblablement pas à la hauteur. La faute en incombe entièrement aux modalités de vote choisies par le Ministère, au retard de l'administration dans son organisation et aux dysfonctionnements qui se multiplient.

L'ouverture de l'espace électeur électronique est un échec. De nombreux salariés n'ont pas



reçu la notification de cette ouverture pour ouvrir leur compte.

Quand les salariés ont été avertis et ont tenté de créer leur mot de passe électeur, le mail de confirmation ne leur est pas parvenu. Dans le meilleur des cas, il a fallu qu'ils s'y reprennent à plusieurs reprises pour avoir enfin accès à leur *espace électeur électronique*. Si la situation n'est pas très vite rétablie, la conséquence sera inévitablement la démotivation des salariés à participer aux élections professionnelles.

Il n'y a toujours pas de liste électorale globale pour le MESR et on constate au niveau des établissements des approximations qui pourraient nuire à la sincérité du scrutin. Au niveau du MEN, les listes ne sont toujours pas à jour : les collègues mutés mais surtout les non-titulaires seront sans doute des milliers à ne pas être pris en compte et donc à ne pas pouvoir voter.

L'obligation de passer par la boîte professionnelle académique, est un véritable obstacle pour les personnels du supérieur, des CROUS ou du ministère de la Jeunesse et des Sports appelés à voter électroniquement pour les seules élections aux CAP. ***En effet, beaucoup d'entre eux ne la connaissent pas et ne l'ont jamais activée.***

Interview



Sur le Pont a rencontré Manu Wietzel, Secrétaire général académique de la CGT Educ'action d'Aix-Marseille pour faire le point sur les difficultés rencontrées à la veille de ces élections qui auront lieu le 4 décembre.

Emmanuel Wietzel ; Ce qui importe pour la Cgt, ce sont que toutes les garanties soient apportées pour que l'ensemble des problèmes techniques soient résolus dans les plus brefs délais. Or, à quelques jours du dépôt des listes (15/10 à 17h00), le Ministère a de graves problèmes de serveurs informatiques qui ont été très rapidement saturés. En parallèle, l'insuffisance de personnels et leur manque de formation allongent les délais de réponse aux demandes de vérification d'éligibilité. Sur les 2000 dépôts pour vérification d'éligibilité, seulement 28% ont été validés par les services. Cette première phase est essentielle pour que toutes nos candidatures Cgt soient validées. Mais le ministère choisit d'accélérer en bloquant la phase 1 de vérification d'éligibilité et les services de l'administration

vont maintenant vérifier les listes définitives. Nous entrons tout de suite à la phase 2: le dépôt des sigles, des professions de foi et des bulletins de votes. Tous ces documents doivent répondre à des exigences techniques en termes de taille en Ko, de résolution en pixel pour les images et de format de fichier (png, pdf, csv).

Vous l'aurez compris, tout est fait pour décourager l'électeur, retarder les constitutions de liste, multiplier la gestion technique au détriment de la campagne et de la recherche des ultimes candidatures. Dans notre académie d'Aix-Marseille, la Cgt va déposer près de 20 listes dans tous les corps de métiers, chaque liste constituée elle-même de 15 à 40 candidats. C'est donc plus de 300 candidats CGT à gérer avec certaines listes remplies à 200%, le chiffre s'élève à plus de 500 camarades qu'il faut valider "électroniquement" afin d'organiser cette grande élection.

Sur le Pont : Malgré tous ces problèmes techniques, restes-tu confiant dans le résultat de ces élections professionnelles dans l'Education ?

Emmanuel Wietzel ; Malheureusement, je ne suis pas du tout confiant dans les résultats de la CGT pour le secteur de l'Education. En 2011 notre organisation avait péniblement franchi le seuil de représentativité ministériel et académique mais il faut être honnête le déficit de participation avait clairement joué en notre



faveur. Nos militants s'étaient largement mobilisés pour voter et faire voter ceux que la procédure complexe de vote électronique avaient découragé. 2011 avait également vu des fusions étranges s'opérer (pour ne pas dire contre-nature) pour éviter de disparaître derrière la Cgt et la Cfdt ; des organisations comme la Cftc et Force Ouvrière avaient fait des alliances avec des syndicats autonomes très catégoriels. Par exemple, FO avait absorbé le syndicat des profs de lycée professionnel pour pouvoir se maintenir au Comité technique académique et en CAP. Cette mandature a été une farce permanente pour ces élus obligés de lire des déclarations FO et agissant à l'exacte opposé de ce qu'ils avaient prôné dans leur déclaration liminaire.

Cette année 2014 sera aussi difficile en raison de la volonté affichée de la FSU de présenter des listes dans des corps où, traditionnellement, c'est la Cgt qui est implantée. On voit bien en période d'élections professionnelles qu'il n'y a plus les mêmes intentions que celles affichées dans nos résolutions de congrès sur le

rapprochement avec cette organisation syndicale. C'est un fait établi que, mécaniquement, chaque liste nouvelle proposée par la FSU fait chuter les résultats de la liste Cgt.

Enfin, le syndicalisme de lutte et de conquête sociale n'a pas bonne presse dans mon univers professionnel, et encore moins s'il est "dilué" dans l'interpro. Les enseignants préfèrent se tourner vers des syndicats autonomes sans étiquette politique ou vers des syndicats avec un fonctionnement assurantiel basé sur le service rendu (essentiellement la mutation et l'avancement dans la carrière).

Sur le Pont : Tu n'es guère optimiste. As-tu un dernier mot à ajouter ?

Emmanuel Wietzel ; Avant de me jeter dans la campagne électorale, je voudrais terminer sur un regret. C'est notre incapacité à trouver des candidats Cgt dans les écoles du Vaucluse. Pourtant, Denis Blancs, secrétaire général de CGT Educ'Action84 et moi-même avons mené une longue campagne de recherche depuis plus d'un an. Nous avons mobilisé les camarades des UL, les conjoints, les relations familiales, les relations politiques... Nous nous étions donné jusqu'en juin 2014 pour terminer cette liste que personnellement j'essaie de constituer depuis mon arrivée à la CEx du syndicat et les élections de 2005. En juillet nous avions de bons espoirs de terminer et finalement nous échouons à 6 "malheureux" candidats (pour une liste de 20 noms). Pourtant la Cgt a été de tous les combats menés autour des problématiques de l'Ecole dans notre département: les fermetures de RASED, les zonages REP+, le dispositif Sauvadet, les contrats AVS non-renouvelés, "l'affaire" Jacques Risso dont le président de l'association est un camarade du syndicat, et encore la semaine passée les 50 auxiliaires de direction jetées comme des mal-propres le dernier jour de leur contrat.

La CSD en ordre de bataille

Notre campagne électorale a débuté en 2013 avec la mise en place d'un plan de travail : redéploiements sur des collectivités tels que : Apt, Bonnieux, SIRTOM, Sault, St Saturnin Les Avignon, Entraigues, CCPRO, Camaret sur Aigues, Bédarrides, Bollène et mise en place d'un collectif « élections professionnelles » qui s'est déjà réuni 4 fois.

Une formation instances paritaires et enjeux statutaire a été dispensée en mars 2014, une réunion élus-sortants organisés en mai. D'autres formations sont prévues et notre objectif est de former l'ensemble des élus-mandatés à ces instances paritaires que sont les CAP, CTP et CHSCT.

Du matériel de masse important nous a été envoyé par notre Fédération : guide des élections, 4 pages, flyers, affiches, jeux de cartes, bonbons et son site nous propose des modèles de courriers, de profession de foi.... Matériel qui a été mis également à disposition des UL.

Avec l'UD et les UL nous envisageons de mettre en place un plan de travail afin de toucher un maximum de collectivités et notamment dans les zones de désert syndical.

Les prochaines CSD auront principalement pour thèmes les « élections professionnelles » : le 17 octobre à Sarrians et le 14 novembre à Monteux.

Chantal Seiller
Secrétaire générale de la CSD 84

Les collectivités en quelques chiffres

218 collectivités sont affiliées au centre de gestion de Vaucluse représentant un total de 8040 agents.

CAP

Les collectivités embauchant moins de 350 agents sont affiliées obligatoire-ment au Centre de Gestion, 119 collectivités, soit 6847 agents, jusqu'à 500 elles ont le choix, au-delà elles ne sont pas affiliées

CTP

Les collectivités embauchant moins de 50 agents sont affiliées obligatoirement du Centre de gestion, soit 163 collectivités pour un total de 2255 agents.

Les collectivités ayant leur CT propre sont au nombre de 55 pour un total de 5785 agents.



Le « coût du capital », vous dis-je !

A quelques jours de notre manifestation pour la défense de la Sécu, les rendez-vous vont se multiplier d'ici à la fin de l'année. Les élections dans la Fonction Publique, à France Télécom, chez Mines Energie, bien sûr, mais aussi celles à la MSA début janvier. L'Union Départementale tiendra également son Comité Général le 23 novembre. Enfin, à l'occasion de l'action de grève chez Eurengo, Hélène Blanc a annoncé la date du 9 décembre pour l'initiative sur la défense de l'emploi industriel que nous avons décidé à la Commission Exécutive du 4 septembre. Mais comment relier toutes ces initiatives entre elles ? Sur le Pont a demandé à Hélène Blanc, Secrétaire général de l'UD ...

Hélène Blanc : Les élections dans la fonction publique et le choix de société qu'elles révéleront sont directement liées à la situation économique du pays. Depuis le début du quinquennat, le gouvernement ne poursuit qu'un seul objectif. Situait l'origine de la crise économique dans un défaut de compétitivité de la France, il s'est engagé dans une politique de l'offre en cherchant à diminuer le « coût du travail ». Pourtant, l'explosion des dividendes depuis 20 ans, et, en même temps, la stagnation des investissements, des dépenses de R & D et de formation, des salaires laissent pour le moins dubitatif sur l'efficacité d'une telle politique.

Une autre conséquence est la pression considérable que cette politique exerce sur les finances publiques. Le Pacte de Responsabilité et ses 50 milliards d'économie sur les dépenses de l'État, vient accentuer la politique d'austérité menée depuis plusieurs années. L'austérité est bien présente, que ce soit dans les services de l'État, dans les collectivités locales, dans le service public hospitalier ou encore dans l'enseignement et la recherche.

Annonces de fermetures de lits, de services, d'externalisations à l'hôpital public, fermeture de perception aux Finances comme à Pernes, suppression de point d'accueil à la Sécu, remise en cause d'accord par certaines collectivités pour réduire les coûts de personnel, ... La liste serait trop longue !

On pourrait penser, au premier abord, que les services publics ne sont pas concernés par la notion de « coût du capital », réservée aux entreprises multi-nationales, aux grands groupes. S'ils n'ont effectivement pas d'actionnaires, on voit bien qu'ils sont directement impactés. Au prétexte de reconstituer des marges, de gagner en compétitivité, le coût du travail est présenté comme toujours trop élevé et source de tous les maux...

Sur le Pont : C'est donc le « coût du capital » qui serait la cause des casses auxquelles nous assistons ?

Hélène Blanc : Bien sûr ! On voit bien que les situations sont les mêmes pour tous les salariés. Jeudi, les salariés d'Eurengo étaient en grève pour dénoncer la remise en cause d'accord par la direction qui pourrait conduire à des pertes de salaires de 250 à 300 € pour certains salariés. Où est la différence avec les situations faites à certains de nos agents territoriaux ? L'hôpital public manque de moyens, tant matériel qu'humain, pour des raisons d'économie budgétaire pour permettre les 50 milliards d'économie. Où est la différence avec la SEPR qui souffre d'un sous-investissement de la part du groupe St Gobain, risquant de mettre l'entreprise en péril, alors que les dividendes sont généreusement versés aux actionnaires ? Et on pourrait multiplier les exemples.

Dans le privé c'est pour rémunérer des actionnaires, dans le public, c'est pour faire des économies qui permettront, ... de rémunérer les actionnaires avec des dispositifs comme le CICE ou le crédit impôt

**Vous pouvez retrouver
les vidéos consacrées
à l'action chez Eurengo
en cliquant**

**9 octobre :
Eurengo toujours en lutte**

**2 octobre :
Eurengo se mobilise**

recherche, ou d'alléger le « coût du travail » en exonérant le patronat de ses obligations de cotiser à l'URSSAF.



Sur le Pont : Chez Eurencos, tu as annoncé la date du 9 décembre. Peux-tu nous en dire un peu plus ?

Hélène Blanc : Nous sommes tous conscients que si les usines continuent à fermer, comme à Malaucène avec les Papèteries, notre département pourrait devenir une friche industrielle. Ce sont des familles, des bassins d'emplois qui meurent, c'est notre territoire qui meurt. Nous sommes tous conscients que l'emploi

industriel est un poumon pour un bassin de vie et que sans emploi industriel il n'y aura pas d'économie possible dans ce département.

C'est l'emploi industriel qui fait vivre beaucoup de sous-traitants ; un emploi industriel c'est au moins 4 emplois induits. Alors qu'il représentait encore 16% des emplois en Vaucluse il y a un an, aujourd'hui il n'en



représente déjà plus que 14,8%. Pendant ce temps la précarité se développe et le chômage explose.

Le travail que nous faisons avec le Collectif Industriel nous a permis d'avoir déjà plusieurs initiatives partagées par une dizaine de nos syndicats. La prochaine sera ce rassemblement avec une demande de table ronde en Préfecture, avec les acteurs concernés, sur cette question de l'emploi industriel, sur sa pérennisation et sur son essor. Nous avons commencé à travailler, un peu comme a fait la SEPR avec son livre blanc, sur un projet alternatif industriel dans le Vaucluse avec beaucoup de nos syndicats d'Eurencos, de liebig, de Siniat Lafarge, d'Isover St Gobain de la SEPR et d'autres. On a aussi demandé aux camarades de Mines-Energie, aux Cheminots, au PTRI de l'équipement de nous aider à déterminer ce qu'il faudrait améliorer, notamment en terme d'aménagement de notre territoire, pour que des industries viennent encore s'implanter dans notre département.

Sur le Pont : Il s'agit donc de rendre publiques les propositions de l'UD pour développer l'emploi industriel dans le département ?

Hélène Blanc : Oui, ce sera le premier temps d'une démarche qui devra se poursuivre avec d'autres initiatives. Notre

Colletif Départemental de défense de l'emploi industriel

**NOS USINES
NOS EMPLOIS
NOS VIES**

**DEFENDONS
L'INDUSTRIE**

RASSEMBLEMENT
9 Décembre de 10h à 14h - Préfecture de Vaucluse

Toutes les infos sur www.cg84.com

objectif est de gagner les consciences de l'ensemble des citoyens sur l'importance qu'il y a à maintenir l'industrie sur notre département, voire à la développer parce que c'est vital.

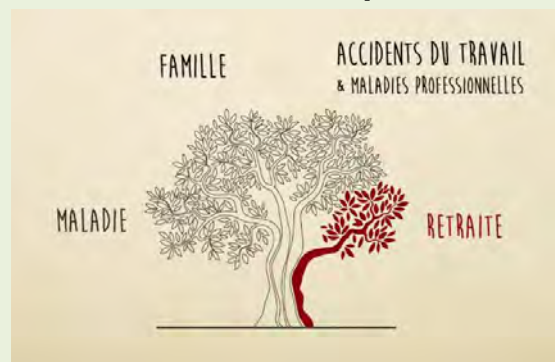
Bien sûr, ce développement industriel soulève des questions. Le monde du travail et la société dans son ensemble doivent s'approprier les enjeux de la production industrielle : quels produits pour quels besoins ? Quelles conséquences pour l'environnement ? C'est des droits et des espaces nouveaux accordés aux populations et aux salariés pour débattre et décider, qui permettront de définir le bien commun. Au final, la question posée est celle de « qui décide de ce qui est produit », dans quelles conditions, et où vont les richesses produites. C'est une question de démocratie, de choix de politiques industrielles et sociales, Ce choix nous échappent pour l'instant et le 9 décembre doit être construit pour nous le réapproprier. Le 9 décembre, il y aura des stands, une projection de film, la possibilité pour la population de discuter en direct avec nos responsables des entreprises concernées. On veut quelque chose de visible et de revendicatif, avec par exemple un stand sur le CICE pour dénoncer toutes les aides qui sont données aux entreprises sans aucun contrôle et qui servent à augmenter les dividendes versés aux actionnaires, et qui en tous cas ne vont ni à la recherche & développement, ni à la création d'emploi.

La CGT fait des propositions que nous irons porter tous ensemble le 9 décembre pour faire de cette journée un temps fort de revendication, de lutte, de la défense de nos emplois, mais aussi de l'amélioration de notre cadre de vie. Car, comme le dit le slogan : « L'avenir devrait nous intéresser puisque c'est là qu'on compte passer les prochaines années ».

Pour en savoir plus en cliquant :



Mais d'abord ! La Sécu, c'est quoi ?



Intervention de Thierry Lepaon à la veille du 16 octobre





Aides aux familles – Naissances
Santé – Retraites – Vieillessement
Accidents du travail

La Sécurité sociale c'est tout ça et ils veulent tout casser !

Les inégalités progressent, l'accès aux soins devient difficile, voire inaccessible pour certains, les prestations familiales stagnent ou sont diminuées, l'accompagnement des personnes âgées est peu pris en charge... Le travail dans la santé, le social, la Sécurité sociale se dégradent.

La Sécurité sociale n'est pas malade de trop de dépenses mais d'un manque de recettes !

Pendant que l'Etat consacre 220 milliards d'euros chaque année à l'aide aux entreprises, soi-disant pour créer des emplois, on annonce déjà des plans d'économie de plusieurs milliards d'euros dans la santé, à l'hôpital, pour la politique du médicament, la famille, la retraite, l'aide aux familles,...

Moins de dépenses de santé se traduiront par moins de personnels soignants alors que l'hôpital souffre déjà d'un manque de personnel. Autant de suppressions de postes qui rendront plus difficiles et moins humaines les réponses aux besoins que la population est en droit d'attendre.

Pendant ce temps les actionnaires voient leurs dividendes augmenter de 30% au détriment de l'investissement dans nos usines et d'une augmentation des salaires permettant une juste reconnaissance des qualifications et des responsabilités.

Le patronat, aidé par les gouvernements successifs, agit pour affaiblir les droits et diminuer sa contribution au financement de la Sécurité sociale au nom d'un soi-disant « coût du travail » trop élevé qui nuirait à l'emploi.

Mais, le constat est là : dégradation du travail, chômage, précarité, bas salaires, suppressions d'emplois minent le développement et la croissance du pays ! **Ce sont les actionnaires et leurs dividendes qui coûtent cher au pays et aux travailleurs.**



*« Il manque 12 milliards à la
branche famille,
qu'à cela ne tienne,
récupérons les 25 milliards de
fraude patronale à l'URSSAF
comme vient de le révéler
la « Cour des comptes »,
au lieu de toujours
faire peser les efforts
sur les mêmes ».*

Agissons, luttons !

La Sécurité sociale a besoin de nous pour se défendre, comme nous avons besoin d'elle pour bien vivre, bien se soigner et bien vieillir. La CGT Vaucluse appelle les salariés à défendre la Sécu, y compris en appelant à la grève.

Manifestons le 16 octobre à 10h30

**Carrefour de la Rocade et de la Route de Marseille
Pour se rendre à la DIRECCTE, l'URSSAF et la SECU.**

Plus d'infos sur www.cgt84.com